

AVENIR DE FESSENHEIM

Les salariés méritent mieux que ces chamailleries politiciennes !

L'avenir de la centrale de FESSENHEIM ne cesse de générer des déclarations aussi contradictoires qu'absurdes.
De quoi s'agit-il en effet ?

La récente loi sur la transition énergétique, qui vient d'être promulguée, est claire.

La récente loi sur la transition énergétique, qui vient d'être promulguée, est claire.

Elle prévoit un plafond de 63,2 GW pour la production nucléaire et tant que ce plafond n'est pas atteint, aucune centrale ne peut être arrêtée pour des raisons politiques.

Elle prévoit aussi que, dans cette hypothèse, c'est-à-dire pas avant la fin 2018, compte tenu des dernières déclarations d'EDF, il revient à l'exploitant et à lui seul de décider comment il fait évoluer son parc nucléaire. En aucun cas, c'est le gouvernement qui peut décider que c'est FESSENHEIM – ou telle autre centrale – que l'on doit fermer.

Enfin, le Conseil Constitutionnel a conditionné cela par le versement d'une indemnité à EDF pour le préjudice subi pour toute fermeture « politique » de centrale, indemnité que l'Assemblée Nationale a évaluée dans un récent rapport à 5 milliards d'euros pour ce qui concerne la centrale de FESSENHEIM.

À ce jour, la Ministre ROYAL s'est contentée de contester ce chiffre mais sans jamais mettre en avant une autre évaluation.

Pour FO, ni FESSENHEIM, ni aucune centrale ne doit fermer pour des raisons politiques que ce soit avant 2017 ou après.

Tant que le plafond de 63,2 GW n'est pas atteint aucune centrale ne peut être arrêtée pour des raisons politiques.

FO a contesté et continue à dénoncer cette loi qui permet de fermer des centrales jugées sûres par l'Autorité de Sûreté Nucléaire. C'est une absurdité et un gaspillage d'argent public.

Mais FO demande aussi au Gouvernement de cesser de commettre des abus de droits en s'arrogeant des pouvoirs que cette loi, qu'il a lui-même fait voter, ne lui arrose pas.

Les salariés d'EDF méritent mieux que d'être ballotés au gré de déclarations qui donnent vraiment un triste spectacle tant elles sont éloignées de toute prise en considération de l'intérêt général.